

## Prologue

L'entretien se déroule dans les salons de l'hôtel Plaza à New York, lieu sombre et austère, comme la vie de ceux qui, dans l'ombre, mènent le combat contre le terrorisme. En cette fin de mois de juillet 2001, je retrouve John O'Neill<sup>1</sup>, ancien coordinateur de la lutte antiterroriste aux États-Unis, devenu numéro 2 du FBI à New York chargé de la sécurité nationale. À 50 ans, après avoir voué la moitié de sa vie au FBI, il avait rejoint le bureau de New York, le « flagship office » du FBI, convoité par tous les agents. J'avais rencontré John O'Neill à Paris lors d'un dîner dans le Marais. À la table occupée quelque temps plus tôt par Hillary Clinton et Madeleine Albright lors de leur dernier passage en France, nous avons réuni une « table des chefs » avec le directeur adjoint de la DST, responsable de la

1. Rencontres de Jean-Charles Brisard avec John O'Neill.

lutte antiterroriste, et l'ancien chef de la section antiterroriste du Parquet de Paris Alain Marsaud.

New York était devenu le territoire de John O'Neill, sa chasse gardée. Il en connaissait tous les recoins, du Steak house historique, au China Club en passant par Little Italy et les bars fréquentés par les cinéastes. Le suivant dans la ville, on aurait pu croire qu'il en était le concepteur et le propriétaire. En tous lieux il était reçu comme un ami, connu de tous et aimé de tous.

Il n'était jamais « off duty », et jonglait sans cesse entre son téléphone cellulaire et son Palm Pilot comme pour se rappeler à sa « mission ». Occasion aussi de reparler de « nos affaires ».

John O'Neill était un rebelle dans un univers où l'administration prenait le pas sur l'action. Chargé de l'ensemble des enquêtes sur les actes terroristes de l'organisation Al-Qaeda, il s'était rendu au Yémen après l'attentat contre le destroyer *USS Cole* qui avait fait 17 morts parmi les membres d'équipage, le 12 octobre 2000 dans le port d'Aden, pour fustiger l'attitude d'obstruction des diplomates... américains. Des divergences profondes étaient apparues au fil de l'enquête entre les diplomates du Département d'État et les enquêteurs du FBI, les premiers souhaitant ménager la susceptibilité du régime yéménite pour obtenir un assouplissement politique, les seconds animés par la volonté d'élucider rapi-

dement les responsabilités dans l'attentat. Deux visions, deux cultures qui ne pouvaient cohabiter. Après les premières frictions au sujet du port d'armes des agents du FBI et la remise aux autorités américaines de suspects qualifiés de « seconds couteaux », la lutte débuta en février et culmina en juillet 2001 avec l'intervention de l'ambassadeur américain au Yémen, Barbara Bodine, pour empêcher l'entrée sur le territoire yéménite de John O'Neill et de son équipe, les « Rambos » comme les qualifiaient les autorités yéménites. Pourtant selon John O'Neill, le FBI avait en main tous les éléments permettant de mettre en cause les réseaux d'Ossama Bin Laden dans cet attentat.

Cet épisode rappelait la lutte que se livrèrent le conseiller pour la sécurité nationale et le Secrétaire d'État américain, à l'époque Henri Kissinger, pour le contrôle de la politique de sécurité dans les années 70, avec en point d'orgue une mise en tutelle des organes opérationnels par les diplomates, contribuant à scléroser l'appareil d'État.

Dans l'ambiance décalée du China Club, au sommet d'un building surplombant tout Manhattan, John O'Neill commença à raconter ses passes d'armes avec l'ambassadeur américain, ses

déceptions devant l'impuissance feinte ou avérée du Département d'État, et surtout les enjeux liés à Ossama Bin Laden. Pour lui, tout venait de l'Arabie Saoudite, tout pouvait être expliqué et élucidé à travers ce prisme.

« Toutes les réponses, toutes les clés permettant de démanteler l'organisation d'Ossama Bin Laden se trouvent en Arabie Saoudite <sup>1</sup> », me dira-t-il en soulignant « l'impuissance de la diplomatie américaine à obtenir quoi que ce soit du roi Fahd » concernant les réseaux terroristes. La raison ? Une seule : les intérêts pétroliers. Cette seule explication pouvait-elle empêcher les États-Unis d'enquêter sur l'un des principaux réseaux terroristes dans le monde ? Oui, pour la simple et bonne raison que l'administration américaine s'était en quelque sorte autodissuadée d'utiliser l'enquête comme moyen de pression sur ses amis saoudiens.

Lors des investigations sur l'attentat contre les installations militaires de Dharaan le 25 juin 1996 qui fit 19 morts parmi les soldats américains, John O'Neill se rendit lui-même en Arabie Saoudite pour obtenir du roi Fahd la coopération des autorités. Peine perdue ; les services de renseignement saoudiens interrogeaient seuls les principaux suspects, tandis que le FBI était relégué à la collecte

1. Entretiens avec Jean-Charles Brisard, 22 et 23 juillet 2001.

des indices matériels pour faire avancer l'enquête. S'agissant des relations entre l'organisation Al-Qaeda et l'Arabie Saoudite, les conclusions du rapport sur « L'environnement économique de la famille Bin Laden <sup>1</sup> » ne l'étonnèrent qu'à moitié, et il confirma que des liens étroits subsistaient en juillet 2001 avec le royaume, contrairement aux affirmations publiques des uns et des autres. Sur le sujet, il se montra néanmoins très pessimiste sur les chances de voir les choses évoluer positivement, mettant en cause la direction très « politique » du FBI dans ce domaine comme sur le plan intérieur.

Venant de l'un des meilleurs spécialistes de ces questions aux États-Unis, les révélations de John O'Neill éclairent d'un jour cynique les enjeux liés à Ossama Bin Laden. On découvre que les intérêts de la lutte antiterroriste passent dans l'ordre des priorités après la « raison d'État ». C'est essentiellement par dépit et parce qu'il savait que rien ne viendrait altérer sa foi que John O'Neill a quitté le FBI au mois d'août 2001 pour prendre ses nouvelles fonctions de directeur de la sécurité... du World Trade Center.

Le 11 septembre 2001, il assistait à une réunion consacrée à la sécurité des tours jumelles lorsque le premier avion percuta le bâtiment. En profes-

1. Voir ce rapport, annexe VI.

sionnel, il en sortit pour appeler les secours et coordonner l'arrivée de la police, avant de regagner le bâtiment pour aider à l'évacuation des occupants, comme pour sauver ces milliers de New-Yorkais qui lui étaient si familiers. Il alla vers son funeste destin.

Le témoignage de John O'Neill reste aujourd'hui une pièce essentielle du puzzle de la lutte contre le terrorisme. Il met en lumière les deux principales pierres d'achoppement de l'Occident face à ces réseaux : le pétrole et ses enjeux géostratégiques ; l'Arabie Saoudite et ses ambitions religieuses et financières.

## Avant-propos

Washington, 26 janvier 2001, l'Amérique semble comme délivrée. Après des semaines de polémiques sur la manière d'utiliser des cartes à perforer, l'élection du nouveau président des États-Unis connaît enfin son épilogue. Ce jour-là, George W. Bush prend possession des appartements de la Maison Blanche et surtout de son bureau ovale. La presse internationale assiste, dubitative, à l'accession au pouvoir suprême du gouverneur du Texas.

Au soir de cette journée, au dernier étage du National Press Club Building, sur la 14<sup>e</sup> Rue, plusieurs reporters européens se retrouvent autour du bar privé du Club de la presse. Alors qu'à deux pas de l'immeuble, l'équipe républicaine s'installe, déjà des commentaires fustigent la culture texane des nouveaux maîtres du pays. Des conversations animées s'engagent avec des journalistes américains, principalement avec ceux du

*Washington Post*, dont la rédaction siège à une centaine de mètres, de l'autre côté de la rue. Les Européens, qui ont assisté à la liesse de cette investiture, s'inquiètent du manque d'ouverture internationale du nouveau président. Son penchant pour une application aussi large que possible de la peine de mort, abolie dans tant de pays, sa méconnaissance du dossier israélo-palestinien, ses déclarations dénuées de nuance sur la puissance de l'empire américain ont heurté quantité d'observateurs et de décideurs sur le Vieux Continent. Juchés sur de massifs tabourets de bar, autour de cet interminable comptoir en merisier du National Press Club, les plus prudents représentants de la presse française et allemande commentent, fatigués, ses positions très tranchées en y décelant autant de futurs sujets de fâcherie.

D'autres, probablement moins raffinés, se bornent à recenser quelques réalités. Narquois, ils énumèrent : avant cette campagne présidentielle, Bush junior n'a franchi qu'à trois reprises les frontières de son pays ; sa connaissance de la politique étrangère se limite à la vision qu'ont du monde les compagnies pétrolières texanes, les plus puissantes de la planète mais surtout les principaux bailleurs de fonds de sa campagne ; et enfin, le nouveau président accuse de réelles lacunes sur les zones les plus sensibles de la pla-

nète, et en premier lieu au sujet de l'Asie centrale. Lors d'une interview un brin incisive, dans le courant de sa campagne, George W. Bush ne s'est-il pas révélé incapable de citer le nom du chef d'État du Pakistan <sup>1</sup> : le très précieux général Pervez Musharaf, véritable allié du Pentagone à Islamabad, et qui doit composer avec une population et une administration très largement hostiles aux États-Unis ? Depuis sa victoire, W. Bush a au moins appris à orthographier ce patronyme.

C'est entendu, les journalistes sont des professionnels du commentaire tranché, incapables de restituer une complexité. Certes le jeune Bush n'a jamais arpenté le globe, il ne figure pas au rang de la crème des élites diplomatiques, mais pour autant, il ne s'avère pas ignorant des grandes affaires de la planète.

Il vivait encore très près de ses parents lorsque George Bush père occupait les fonctions de directeur de la CIA <sup>2</sup>, et très tôt, comme nombre de rejetons issus des grandes familles texanes, W. Bush a développé des petites sociétés de services du secteur pétrolier tournées vers l'étranger. Des activités qui l'ont conduit rapidement à travailler avec des hommes d'affaires moyen-

1. Incident intervenu le 3 novembre 1999, lors d'un entretien accordé à la chaîne WHDH-TV.

2. George Bush a été directeur de la CIA de 1976 à 1977, avant de devenir le vice-président de Ronald Reagan, puis président des États-Unis de 1989 à 1993.

orientaux, en particulier des Saoudiens, comme lorsqu'il dirigeait Harken Energy. Et puis, ses proches conseillers bénéficient d'une réelle expérience dans la gestion des affaires du monde, également acquise au contact de Bush père et des pétroliers texans. Au premier rang d'entre eux, la belle, la placide, l'énigmatique Condoleeza Rice. Même les magazines *people* s'intéressent à elle. À chaque fois, on égrène le même pedigree : professeur à Stanford, soviétologue confirmée et ancien conseiller pour la sécurité de Bush père chargée des questions relatives à l'ex-Union soviétique. Cependant, de 1991 à 2000, Mrs. Rice assumait aussi les fonctions de directrice du groupe Chevron, l'une des premières compagnies pétrolières au monde, dans laquelle elle traitait notamment les questions relatives aux implantations au Kazakhstan et au Pakistan <sup>1</sup>.

Ce 26 janvier 2001, les hommes et les femmes qui emménagent à la Maison Blanche ne sont pas les isolationnistes que l'on croit, même si leur goût pour les relations internationales possède

1. Situé au nord de l'Afghanistan, le Kazakhstan (ancienne république soviétique) a reçu le sobriquet de « New Koweït », de la part des experts en prospection pétrolière. Le sous-sol kazakh compte à ce jour 15 milliards de barils prouvés et 65 milliards de barils estimés. La compagnie Chevron est un acteur majeur de ce marché, via le consortium Tengizchevroil qu'elle contrôle.

une vague odeur de pétrole. À plusieurs milliers de kilomètres de là, certains l'ont déjà compris.

5 février 2001, coup de tonnerre dans les milieux d'ordinaire si feutrés de la diplomatie internationale. Au Conseil de Sécurité de l'ONU, des fonctionnaires pétris de retenue marquent leur stupéfaction. Moins de deux semaines après l'investiture américaine, un message inattendu de ce événement parvient de Kaboul; sans que personne ne perçoive encore de relation de cet événement avec l'élection de George W. Bush. Ce jour-là, pour la première fois de leur courte histoire, les taliban se disent prêts à négocier une reconnaissance internationale. Les étudiants en religion lâcheraient prise avec leur ligne dure. L'homme qui diffuse ce message de façon très explicite est le ministre des Affaires étrangères taliban en personne, Abdel Wakil Muttawakil. Pour lui conférer l'impact souhaité, il choisit de s'exprimer dans les colonnes du quotidien britannique *The Times*, plutôt que dans un grand quotidien arabe. Son message s'adresse donc aux Anglo-Saxons.

Naturellement son pays souffre des sanctions internationales, qui s'abattent sur lui avec une intensité accrue depuis une décision du Conseil de Sécurité de l'ONU du 18 décembre 2000, deux mois plus tôt. Le ministre des Affaires étrangères afghan cherche des interlocuteurs compréhensifs

et puissants, pour que l'étau se desserre autour de son pays, pour que le FMI lui accorde des aides financières, pour revenir à la situation qui prévalait officiellement jusqu'en 1996, quand l'Arabie Saoudite et les États-Unis encourageaient les taliban dans leur entreprise militaire, source de stabilisation de l'Afghanistan. En contrepartie, le ministre Muttawakil se montre prêt à satisfaire ses interlocuteurs sur plusieurs dossiers sensibles, le premier d'entre eux porte sur l'extradition d'un certain Ossama Bin Laden.

Pour quelle raison ce 5 février la diplomatie des taliban présente-t-elle cette ligne politique? Jusqu'à quel point sait-elle que son message sera bien perçu par la nouvelle administration américaine? De discrètes rencontres entre représentants républicains et taliban ont-elles précédé cette spectaculaire annonce? Avant de répondre à ces questions, un constat s'impose.

À compter de ce 5 février 2001 et jusqu'au 2 août 2001, Américains et taliban se sont engagés dans de discrètes discussions à haut risque, sur fond d'intérêts pétroliers et géostratégiques. Elles impliquaient que les taliban trahissent Ossama Bin Laden, sans que les Américains mesurent exactement le pouvoir de ce chef religieux saoudien sur les dirigeants afghans. Les attentats suicides du 11 septembre représentent l'issue aussi tragique que prévisible de cette

démarche. Les pages qui suivent décrivent cet engrenage infernal, largement entraîné par la monarchie saoudienne et favorisé par le cynisme d'une frange du parti républicain.

Pourquoi une partie des acteurs dont la responsabilité se révèle dans l'enchaînement des tractations s'est-elle montrée aveugle à ce danger? La situation même de l'Afghanistan vaut bien des réponses. Véritable clé pour qui veut exercer sa suprématie sur l'Asie centrale, ce pays n'a jamais cessé d'attiser la convoitise de la Russie, des États-Unis, et surtout de l'Arabie Saoudite. À Washington, on le perçoit comme la meilleure zone de transit pour récupérer le pétrole et le gaz d'Asie centrale. Et à Riyad, pour les membres de la famille Al-Saud qui dirigent d'une main de fer le royaume saoudien, l'accession des taliban au pouvoir a toujours représenté une extension inespérée de leur zone d'influence en Asie centrale. Leur islam wahabite d'obédience sunnite s'accorde si bien avec l'islam défendu par les taliban. Dès le début, ils perçoivent ces moines soldats comme de précieux frères de religion, qui leur permettront de prolonger leurs affaires pétrolières dans cette partie du monde, et surtout de contenir l'hégémonie de l'Iran voisin. Lequel promeut un islam d'obédience chiite qu'ils combattent.

Comment un territoire si petit, dirigé par un

groupe religieux fanatique, lié par tant d'intérêts énergétiques, traversé par des luttes de pouvoir aux répercussions planétaires, ne serait-il pas devenu le creuset de la crise qui marque ce début de siècle ?